

**Nations unies - Sahara
occidental/Renouvellement
MINURSO - Explication de vote du
représentant permanent de la
France auprès des Nations Unies -
Conseil de sécurité
(New York, 31 octobre 2018)**

Monsieur le Président,

Je tiens d'abord à remercier la plume américaine pour ses consultations approfondies et ses efforts d'écoute pour l'élaboration de ce texte. Je ferai part de trois éléments pour ma part :

1. D'abord la France salue l'adoption de la résolution 2440 qui renouvelle le mandat de la MINURSO. Lors des dernières consultations du Conseil de sécurité le 11 octobre avec le représentant spécial Colin Stewart, le rôle clé joué par la MINURSO pour maintenir le calme et préserver le cessez-le-feu dans la zone avait été réaffirmé. Comme l'a souligné le rapport du Secrétaire général, la force joue un rôle indispensable de prévention au service du maintien de la stabilité régionale. C'est un point essentiel, également mis en valeur par la revue indépendante qui a été conduite. Je tiens ici à rendre hommage au Représentant spécial et à ses équipes qui, par leur présence, font retomber les tensions et contribuent à réduire le risque d'escalade.

À l'aune de ces éléments la France réitère son attachement à un mandat stable de douze mois. Le renouvellement pour 6 mois qui figure dans la résolution que nous venons d'adopter doit rester tout à fait exceptionnel, car il relève de notre responsabilité de ne pas perturber la gestion et la planification des ressources de la mission. C'est vrai pour la MINURSO comme pour les autres opérations décidées par ce Conseil. Le raccourcissement des mandats nous paraît une fausse bonne idée, sans réel effet sur le processus politique mais susceptible en revanche de fragiliser le système onusien. Le maintien d'un cadre annuel nous paraît important pour garantir la stabilité des opérations de maintien de la paix.

Monsieur le Président,

2. C'est bien le calme sur le terrain obtenu grâce à la MINURSO qui permet d'avancer sur le volet politique : on peut ainsi se féliciter de l'absence de menaces majeures au cessez-le-feu, dont cette résolution prend acte, et d'une situation améliorée sur le terrain depuis notre dernier renouvellement. Ce Conseil avait passé des messages clairs en avril dernier, ils ont porté leurs fruits. Notre rôle est de rappeler avec vigilance que le cessez-le-feu doit continuer d'être pleinement respecté.

3. Enfin, dans le contexte d'une dynamique plus apaisée, ce Conseil appuie pleinement les efforts menés par l'Envoyé personnel sur le processus politique, ce qu'illustre également le texte adopté aujourd'hui. Dans le prolongement du succès de sa visite dans la région fin juin/début juillet, l'Envoyé personnel Horst Köhler a posé les jalons pour rassembler le Maroc, le Front Polisario, l'Algérie et la Mauritanie à un tour de table préliminaire début décembre à Genève. La résolution salue la réponse positive de ces quatre acteurs à participer à cette discussion.

Il sera pour cela très utile que l'Envoyé personnel poursuive ses consultations en amont, pour préparer au mieux cet exercice. Nous encourageons les participants à y jouer un rôle constructif et rappelons que pour la France le plan d'autonomie proposé par le Maroc constitue une base sérieuse pour de futures discussions.

Je me réjouis, Monsieur le Président, que le Conseil de sécurité apporte ainsi tout son soutien à la dynamique que je viens de rappeler.

Je vous remercie./.